

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 1^{er} juillet 2015 relative à l'évolution des règles d'équilibrage sur les réseaux de transport de gaz au 1^{er} octobre 2015

Réponse d'EDF

31 juillet 2015

EDF accueille favorablement cette consultation relative à la mise en place d'un service de flexibilité basé sur le stock en conduite (ALIZES) et à la proposition de recourir à de l'achat/vente de produits dits « localisés » pour l'équilibrage des gestionnaires de réseau de transport.

A titre liminaire, EDF souhaite formuler les remarques suivantes :

- (i) EDF n'est pas opposée à la mise en œuvre d'ALIZES et au principe d'un accès « privilégié » au bénéfice des expéditeurs dont le portefeuille est majoritairement constitué de clients profilés. Toutefois, EDF rappelle que l'attractivité économique de ce service assurantiel devra être garantie afin qu'il soit effectivement souscrit par les expéditeurs intéressés. EDF craint également que ce service conduise à l'augmentation du coût global du système d'équilibrage (liée aux coûts de mise en place du service pour les GRT) sans minimisation notable des coûts d'équilibrage pour les fournisseurs.
- (ii) Conformément au code de réseau européen équilibrage¹, les gestionnaires de réseau de transport doivent maximiser leur recours au marché pour leur besoin d'équilibrage. EDF considère que ce recours au marché des GRT, dont la maîtrise s'améliorera à terme, devrait suffire pour répondre à leur besoin. Néanmoins, afin de répondre aux inquiétudes exprimées par GRTgaz lors des réunions du sous-groupe « *locational* », EDF n'est pas opposée à l'expérience d'un an proposée pour l'achat/vente de produits localisés. Toutefois à ce stade, et dans l'attente du retour d'expérience, EDF n'est pas favorable à la pérennisation de ces produits dans le temps.

¹ "The transmission system operators should aim to maximise the amount of their gas balancing needs through the purchase and sale of short term standardised products on the short term wholesale gas market" – Considérant 5 du code de réseau équilibrage.

Question 1 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre par les GRT de ces deux services de flexibilité basés sur le stock en conduite ?

EDF n'est pas opposée à la mise en œuvre par les GRT du service de flexibilité basé sur le stock en conduite. Pour autant, EDF estime que ce service risque d'être trop onéreux, d'une part, pour le système (ajout d'un coût sans bénéfice notable garanti) et, d'autre part, pour assurer un intérêt économique pour les acteurs de marché afin qu'il soit effectivement souscrit.

En outre, le service ALIZES doit être en priorité destiné aux expéditeurs dont le portefeuille est composé de clients profilés afin de limiter leur exposition au prix marginal, ces expéditeurs ne disposant pas d'informations suffisamment fréquentes et précises pour s'équilibrer au plus juste. A ce titre, EDF est favorable au principe d'un rabais tarifaire pour tout point de livraison de site profilé raccordé à un réseau de distribution. Néanmoins, EDF doute que la décote de 50% qui est envisagée soit suffisante pour que le service soit réellement attractif pour les acteurs de marché concernés.

Question 2 : Etes-vous favorable à ce que l'apurement soit réalisé sur la moyenne des prix moyens journaliers du mois ou considérez-vous qu'un prix d'apurement pondéré par le déséquilibre de chaque journée est préférable ?

EDF considère qu'une moyenne pondérée serait plus adaptée : bien qu'une moyenne des prix moyens journaliers du mois soit plus simple et assure une meilleure lisibilité du compte de neutralité – tous les expéditeurs ayant le même prix d'apurement – son utilisation risque d'encourager des comportements peu vertueux. En effet, ce service étant accessible à tous les fournisseurs dès lors qu'ils justifient d'un seul client, un opérateur majoritairement amont (transit et trading) aurait intérêt à souscrire au service ALIZES afin de bénéficier d'une possibilité d'arbitrage entre le prix de chaque journée et le prix moyen, en particulier vers la fin du mois quand une indication plus précise de la moyenne non-pondérée du mois est connue.

Question 3 : Etes-vous favorable aux critères d'éligibilité des journées proposés par les GRT?

EDF considère que les critères d'éligibilité des journées proposées par les GRT sont opposables et les accueille donc favorablement.

Question 4 : Que pensez-vous des modalités d'interruption spécifiques à chaque zone d'équilibrage notamment entre TIGF et GRTgaz Sud ?

EDF constate que les modalités d'interruption différenciées entre TIGF, d'une part, et GRTgaz Sud, d'autre part, sont liées à des possibilités d'intervention sur les marchés différentes, seul GRTgaz étant en capacité d'intervenir hors jours ouvrés.

Toutefois EDF considère que ces modalités séparées en zone TIGF et GRTgaz sont de nature à ajouter de la complexité et n'y est donc pas favorable. EDF estime qu'un accord en amont entre les deux GRT est nécessaire et rappelle, en outre, qu'une telle gestion commune est l'objectif visé par la création de la zone TRS.

Question 5 : Etes-vous favorable aux modalités de souscription du service proposées par les GRT ?

EDF est favorable aux modalités de souscription du service de flexibilité sur le stock en conduite.

Question 6 : Etes-vous favorable à l'intégration de l'apurement du service au compte de neutralité financière de l'équilibrage ?

EDF est favorable à l'intégration de l'apurement du service au compte de neutralité financière de l'équilibrage.

Question 7 : Etes-vous favorable à la tarification proposée par les GRT ?

Comme indiqué dans sa réponse à la question 1, EDF estime que le service de flexibilité sur le stock en conduite doit être destiné en priorité aux expéditeurs dont le portefeuille est majoritairement composé de clients profilés. EDF est donc favorable au principe du rabais tarifaire pour les sites profilés. Toutefois, ce rabais de 50% risque d'être insuffisant au regard de l'évaluation rendement/risque que les expéditeurs feront. Par conséquent, le service proposé risque de ne pas être souscrit.

Par ailleurs comme évoqué en question 2, une tarification proportionnelle à la capacité de livraison peut être de nature à favoriser les acteurs amont (transit et trading) qui, en justifiant d'un seul client, pourrait bénéficier du dispositif pour tout leur portefeuille. Il pourrait être

envisagé d'introduire un tarif minimum de souscription pour éviter que ce service ne bénéficie *in fine* qu'aux expéditeurs ayant peu de clients (ce qui serait à l'opposé de l'objectif recherché).

Question 8 : Etes-vous favorable à une expérimentation permettant d'étudier l'efficacité du recours aux produits localisés ?

En premier lieu, EDF souhaite rappeler que l'équilibrage cible défini dans le code de réseau européen repose sur le principe de confiance dans les marchés. Par conséquent, afin de gérer leurs déséquilibres résiduels, les GRT doivent maximiser leur recours à des produits de marché avant d'envisager toute autre forme d'intervention.

Néanmoins, EDF comprend – sans toutefois les partager pleinement – les inquiétudes exprimées par GRTgaz en Concertation et est donc favorable à une expérimentation d'une durée d'un an permettant d'étudier l'efficacité du recours aux produits localisés. EDF insiste également sur l'importance du retour d'expérience qui sera fait en Concertation Gaz afin de juger de la pertinence du service proposé. En effet seule l'étude des origines du déclenchement du dispositif permettra de vérifier que la solution apportée correspond bien au problème. A l'issue de ces retours d'expérience la pérennisation pourra être étudiée.

Question 9 : Etes-vous favorable aux critères de déclenchement, aux critères de participation et au déroulé de l'appel d'offres proposés par GRTgaz ?

Tout d'abord, EDF partage l'avis de la CRE s'agissant du fait que l'achat-vente de produits localisés est une solution de dernier recours qui ne saurait être justifiée que lorsque les interventions du GRT sur le marché se révèlent insuffisantes pour rétablir l'équilibre sur le réseau. Par conséquent EDF est favorable à la proposition de GRTgaz de ne déclencher les appels d'offres qu'après la seconde intervention du GRT.

Par ailleurs, dans le contexte du PEG TRS commun GRT Gaz Sud et TIGF, le déclenchement ne doit être envisagé dans la zone Sud de GRTgaz qu'après avoir envisagé les leviers réseaux commun entre les GRT. Toutefois, EDF partage les réserves de la CRE concernant le nombre d'expéditeurs qui pourront effectivement répondre aux appels d'offres et s'interroge donc sur l'efficacité (voire l'utilité) du service.

D'autre part, EDF estime que les choix de GRTgaz devront se porter sur un maximum de points de livraison, y compris les PITS et/ou PIR de TIGF, afin (i) de ne pas privilégier certains points et certains acteurs en particulier, (ii) de permettre l'élargissement du nombre d'expéditeurs répondant à l'appel d'offres et (iii) de s'assurer de la collaboration entre GRT. Pour ce faire, EDF estime que des contrôles *ex post* devront être menés par la CRE.

Question 10 : Etes-vous favorable aux contrôles et aux niveaux de pénalités proposés par GRTgaz ?

Comme évoqué dans la question 9, EDF souhaite que la CRE mène des contrôles *ex post* afin de vérifier que les points effectivement choisis GRTgaz soient les plus diversifiés possibles.

De plus, comme suggéré par GRTgaz dans l'annexe 1 de la présente consultation (2.2.4. Risques identifiés), EDF souhaite qu'un contrôle *ex post* soit mis en place pour éviter les comportements arbitragistes d'un expéditeur qui se déséquilibrerait volontairement pour déclencher le recours au produit localisé et qui répondrait ensuite à l'appel d'offres.

Enfin, EDF note que les expéditeurs dont les offres auront été sélectionnées devront informer GRTgaz par courrier électronique, sous trente minutes, des points sur lesquels porte la transaction ainsi que des quantités associées. Compte tenu de ce délai relativement court, EDF souhaite que soit inclus un mode de secours (par téléphone par exemple) afin d'informer GRTgaz, notamment dans l'éventualité d'un dysfonctionnement informatique (problème sur la boîte mail par exemple).

Question 11 : Etes-vous favorable à l'intégration des produits localisés dans le compte de neutralité financière au titre de l'équilibrage pendant la période d'expérimentation ?

EDF considère que le traitement financier des produits localisés doit dépendre des causes du déclenchement. Si l'origine de l'intervention sur le produit *locational* est un besoin d'équilibrage alors il est naturel de l'intégrer au compte de neutralité (cela assure une juste répartition entre fournisseurs des gains et pertes d'équilibrage). Cependant si l'origine de l'intervention est liée à une congestion territoriale, alors les coûts afférents ne doivent pas être intégrés au compte de neutralité, mais portés par le tarif.

Question 12 : Etes-vous favorable à l'intégration, à terme, des produits localisés dans le calcul du prix marginal de règlement des déséquilibres ?

Comme évoqué précédemment, EDF n'est pas favorable à la pérennisation du recours aux produits localisés, considérant que le GRT, conformément au code de réseau européen relatif à l'équilibrage, doit utiliser des outils de marché en priorité.

Néanmoins, si le retour d'expérience démontre l'utilité de ces produits, EDF rappelle qu'ils devront rester une solution de dernier recours. Ces produits représenteront bien un coût d'équilibrage mais ils répondront à une défaillance spécifique (celle d'un déséquilibre persistant en fin de journée) ne permettant pas de refléter un prix de marché (il s'agit par nature d'un recours hors marché). Par conséquent, EDF est opposée à l'intégration, à terme, des produits localisés dans le calcul du prix marginal de règlement des déséquilibres.

Enfin, EDF considère qu'une typologie des recours aux produits localisés devra être dressée. En effet, si le recours à ces produits ne sert en réalité qu'à gérer une congestion du réseau alors EDF estime que leur coût devra être intégré au tarif de réseau.

Question 13 : Etes-vous favorable à l'ouverture par GRTgaz d'une nouvelle fenêtre d'intervention au titre de l'équilibrage à 14h25 en intrajournalier (within-day) ? Etes-vous favorable à l'ouverture par GRTgaz de fenêtres d'intervention supplémentaires à 7h25 en intrajournalier (within-day) et à 23h25 en J+1 (day-ahead) ?

Comme exprimé lors des dernières consultations de la CRE relatives à la mise en œuvre du code de réseau équilibrage, EDF rappelle que le développement du marché et de sa liquidité constitue une condition indispensable à la mise en œuvre de l'équilibrage cible. EDF est favorable à la proposition d'étendre les fenêtres d'intervention de GRTgaz d'autant plus si cette extension permet d'éviter le recours aux produits localisés.

Question 14 : Etes-vous favorable à l'évolution du mode d'apurement du compte de neutralité proposé par GRTgaz ?

EDF considère que le mode d'apurement proposé par GRTgaz permet d'avoir une référence de prix plus homogène avec le mois considéré. EDF est donc favorable à l'évolution proposée.

ooOoo